

ce que les sources autorisent. Ainsi quand elle affirme que « c'est la reine qui insista pour appeler sa fille Renée » (p. 139), ce que rien ne garantit. On peut noter au passage que ce prénom est bien présent dans la famille du parrain de Renée, le maréchal lombard Gian Giacomo Trivulzio, puisqu'il est porté par un frère et un neveu. De même, sur le plan psychologique, c'est aller un peu vite, en raison de la pauvreté des sources, que de supposer que le manque de luxe du cadre de vie des filles de France tient à ce que « la duchesse-reine n'aurait pas toléré qu'elles se montent la tête » (p. 182). Malgré quelques formulations qui paraissent parfois un peu hâtives, le travail d'édition réalisé par P. Matarasso n'en reste pas moins d'une grande richesse et nourrira la réflexion de ceux qu'intéressent aussi bien la culture matérielle que l'enfance ou la vie de cour à la Renaissance.

Philippe HAMON

Hervé LE GOFF, *La Ligue en Bretagne. Guerre civile et conflit international (1588-1598)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. Histoire, 2010, 573 p.

Auteur d'un premier travail sur *La Ligue en Basse-Bretagne (1588-1598)*, le Trégor au temps de la Fontenelle en 1994, Hervé Le Goff élargit ses perspectives à l'ensemble de la Bretagne et nous donne la première synthèse sur cette période troublée depuis l'ouvrage de Louis Grégoire publié en 1856. Son étude repose sur de nombreux dépouillements originaux réalisés dans les archives départementales en Bretagne, aux Archives nationales et dans les dépôts anglais du Public Record Office et de la British Library. Les principaux documents trouvés dans ces derniers sont publiés dans de substantielles annexes de plus de 120 pages. Le regret que les lettres en anglais n'aient pas fait l'objet d'une traduction est compensé par la richesse des informations ainsi fournies.

Hervé Le Goff tire profit des apports des recherches récentes sur les guerres de Religion en France mais aussi en Bretagne et notamment du colloque consacré au duc de Mercœur par Emmanuel Buron et Bruno Méniel en 2005⁴ et des mémoires de masters réalisés à l'université de Nantes dans le contexte de la commémoration du quatre-centième anniversaire de l'édit de 1598, et plus récemment à l'université Rennes 2 autour de Philippe Hamon, qui préface l'ouvrage. Celui-ci est d'une lecture agréable avec des titres un peu journalistiques, mais qui ont le mérite de retenir l'attention du lecteur. L'introduction fait un bref survol historiographique des travaux consacrés depuis le XIX^e siècle aux guerres de la Ligue en Bretagne et rejette d'emblée les préjugés qui ont encore cours dans ce domaine. Il affirme ainsi nettement et avec raison que les dix ans de guerres ne peuvent s'expliquer par les seules ambitions du duc de Mercœur ; qu'ils ne constituent pas un conflit isolé

⁴ Actes publiés par BURON, Emmanuel et MÉNIEL, Bruno (dir.), *Le duc de Mercœur (1558-1602), Les armes et les lettres*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. Histoire, 2009, 358 p.

mais qu'ils doivent, pour être correctement interprétés, être replacés dans le contexte des rivalités internationales du temps ; il rappelle enfin que ces troubles n'ont pas commencé en Bretagne en 1588 mais que celle-ci était déjà en proie à diverses agitations plus tôt, notamment du fait d'une pression fiscale croissante et des passages de troupes de plus en plus fréquents... L'idée d'une singularité bretonne est ainsi d'emblée battue en brèche.

L'ouvrage se décompose ensuite en cinq parties d'inégale longueur qui suivent une progression chronologique : la première intitulée « Une province en otage » est consacrée au déclenchement du conflit en 1589-1590. Le chapitre II (« L'internationalisation du conflit »), qui porte sur les années 1590-1593 jusqu'à la conversion d'Henri IV, s'intéresse plus particulièrement aux interventions espagnole (débarquement des premières troupes commandées par don Juan d'Aguila à Saint-Nazaire en septembre 1590) et anglaise (débarquement à Paimpol en mai 1591), dont la chronologie, les effectifs, les stratégies et les ambitions sont précisément reconstitués. On découvre aussi la personnalité des chefs du corps expéditionnaire anglais, dont John Norreys dit *Black John*, qui intervient tantôt en Irlande et tantôt en Bretagne ; on en apprend beaucoup aussi, au passage, sur les conditions de combat en cette fin du XVI^e siècle, notamment sur l'artillerie (p. 181 et *sq.*). Le chapitre III intitulé « Le combat du bout du monde » poursuit le récit des affrontements jusqu'à la prise, en novembre 1594, par les troupes du maréchal d'Aumont, de la place de Roscanvel dans la presqu'île de Crozon où les Espagnols s'étaient fortifiés. Le chapitre IV (« L'enlèvement ») porte sur la dernière phase du conflit jusqu'en 1598 : elle est marquée par le départ des troupes anglaises pour l'Irlande (mai 1595), l'alternance de trêves ponctuées de négociations et de combats localisés, une désorganisation générale dont profitent les chefs de bandes pillards, parmi lesquels on trouve, bien sûr, le fameux Guy Eder de La Fontenelle. Elle voit aussi les ralliements de plus en plus nombreux, des villes et des nobles, à Henri IV et l'isolement croissant du duc de Mercœur, ce qui n'aurait pas empêché celui-ci, après la soumission du duc de Mayenne, de se poser en chef de la Ligue et de tenter de fédérer les forces demeurées hostiles au roi, particulièrement dans le Maine, la Touraine et l'Anjou. Dans un dernier chapitre (« Stupeurs et tremblements ou le champ du désastre »), Hervé Le Goff fait un bilan contrasté de ces dix années de guerres : si celles-ci ont eu des conséquences incontestablement négatives sur les plans démographique et économique, plus d'ailleurs en Basse-Bretagne qu'en Haute-Bretagne, elles n'ont pas eu d'effets durables comme le montre la vigueur de la reprise de la croissance dès le début du XVII^e siècle, ce qui s'expliquerait peut-être par le fait qu'au cours des guerres, comme le montrent bien les sources anglaises, la Bretagne a continué son commerce dont celui des toiles vers l'Angleterre à partir de Morlaix, Roscoff, Brest et Lannion... Le fait que les belligérants dont Mercœur tiraient une partie de leurs revenus des taxes perçues sur les trafics (on estime ainsi à 500 000 livres en 1591 le montant des droits perçus sur les marchandises passant par Nantes) pourrait

contribuer à expliquer la poursuite de cette activité commerciale. L'idée d'une province totalement ruinée par la guerre est donc à écarter, même si le bilan, comme le reconnaît Hervé Le Goff, demanderait à être précisé et qu'une cartographie des effets des destructions serait à faire.

Au-delà du récit chronologique précis d'une période agitée, et qui peut servir désormais de référence, l'aspect le plus novateur de l'ouvrage repose sur la remise en contexte des guerres de la Ligue sur le plan international par une exploitation méthodique des archives anglaises précédemment mentionnées. Hervé Le Goff oppose les stratégies des Anglais et des Espagnols, d'une part, et celle de Mercœur, proche en cela des troupes royales, d'autre part. Les premiers s'intéresseraient surtout à la Bretagne pour renforcer leur maîtrise des mers, les Espagnols voulant y acquérir des bases solides sur la route vers les Pays-Bas alors en révolte et contre l'Angleterre, les Anglais intervenant en Bretagne, quant à eux, pour protéger leur propre territoire et déjouer un second projet d'invasion après l'échec de l'Invincible armada en 1588. Cette stratégie expliquerait pourquoi Philippe II et Elisabeth I^{re} ont constamment répugné à autoriser leurs troupes à combattre en Haute-Bretagne et qu'ils ont cherché à se doter de places-fortes, les Espagnols y parvenant mieux, avec leur implantation à Roscanvel et surtout au Blavet, que les Anglais qui n'ont pu satisfaire leurs visées sur Brest, Bréhat ou Morlaix.

Le duc de Mercœur aurait été pour sa part surtout préoccupé d'occuper le terrain, de conquérir des places-fortes, de couper les routes de l'adversaire tout en voulant se ménager un contrôle sur les provinces voisines de la Bretagne. Il aurait ainsi partagé la vision continentale d'Henri IV, accusé lui-aussi de négliger la mer... et la Bretagne. Le front breton n'aurait jamais été pour lui une priorité, son principal objectif étant de reconquérir Paris à la tête d'une armée dont il devait assurer le commandement. H. Le Goff suggère même qu'Henri IV aurait joué de la peur des Anglais d'une invasion espagnole pour les inciter à s'engager davantage en Bretagne et à faire en quelque sorte la guerre à sa place, ce qui lui aurait permis de consacrer ses moyens, militaires et financiers, aux combats qu'il jugeait prioritaires en Normandie, en Île-de-France et en Picardie. Les divergences et la méfiance régnant dans chaque camp – Mercœur et les Espagnols, d'une part, l'armée royale et les Anglais, d'autre part –, leur incapacité à définir des buts de guerre communs, les limites des capacités financières des uns et des autres ont fait durer les opérations au grand dam des populations. L'affirmation répétée qu'Henri IV, obsédé par sa vision continentale en matière de politique extérieure, aurait volontairement négligé la Bretagne, demandait sans doute à être nuancée et il est excessif de dénoncer (p. 392) « son peu d'intérêt, autre que financier [...] pour la province, sa résignation même à la perdre, l'étonnante mansuétude à l'égard de ses bourreaux et le mépris dont il fit parfois preuve à l'égard de ses plus fidèles appuis ». Une mise au point générale sur la politique menée par Henri IV à partir de 1589 n'aurait pas été inutile pour permettre de mieux comprendre la place qu'y a tenue la Bretagne.

On relève ici et là quelques erreurs ou imprécisions. Une confusion répétée est faite ainsi à propos d'André Ruiz (p. 57 et p. 407) : celui qui est évoqué n'est pas le célèbre marchand étudié jadis par Henri Lapeyre et qui est décédé en 1580. Il est fait allusion par ailleurs (p. 75) à un certain René-Marc de Montbarot au lieu de René Marec de Montbarot qui a joué un rôle décisif dans la résistance de Rennes aux entreprises de Mercœur en 1589. Une erreur est commise également quand il est écrit (p. 44) que « Albert de Gondi, duc de Retz, gouverneur de Machecoul, Belle-Île et Langeais rejoindra Mercœur dans sa lutte, avec son fils Charles ». Si le dernier nommé a bien rejoint Mercœur, son père a, tout en prenant du champ, constamment soutenu Henri IV. On regrette le titre maladroit de la première partie (« Une province en otage ») et qui n'est pas vraiment expliqué. Il n'aurait pas fallu surestimer à ce stade du raisonnement l'influence des Italiens sur le duc de Mercœur et céder quelque peu à la légende noire dont cette population a été victime au cours de l'époque moderne.

On note aussi à plusieurs reprises une tendance à l'exagération. La prise de Brest par Guy de Rieux, sieur de Châteauneuf, est présentée comme un fait d'armes « mené par la ruse plus que par la force », mais qui « n'en a pas moins changé le cours de la guerre et peut-être même le destin de l'Europe » (p. 98). À propos de la fidélité du parlement de Rennes au roi, il est écrit : « de cette fidélité légitimiste au roi, unique parmi les parlements du royaume, dépendit le sort de la Bretagne et peut-être bien celui du royaume lui-même » (p. 95). À l'image d'une province repliée sur elle-même, enfermée dans ses contradictions et ses rêves chimériques, répond ainsi, de façon exagérée, le tableau d'une péninsule ouverte sur le monde dont l'évolution est déterminante pour celle du royaume de France et de l'Europe, ce qui est réaffirmé en conclusion quand il est suggéré, de façon quelque peu paradoxale (p. 417), que « par sa façon de mener sa révolte, Mercœur a aidé à l'établissement d'un équilibre européen entre l'Angleterre, l'Espagne et la France et qu'il ait contribué à asseoir solidement Henri IV sur son trône ».

Des éléments du bilan dressé en dernière partie sont discutables et l'on peut regretter une tendance à tirer des conclusions générales à partir d'exemples particuliers. Si Henri IV a bien modifié les institutions municipales nantaises en 1598 et s'il a tenu à placer des hommes de confiance aux postes clés – Charles Harrouys, emprisonné par les Ligueurs en 1589, puis Gabriel Hux, sieur de La Bouchetière, ont été ainsi successivement imposés comme maires – ce qui peut se comprendre dans la mesure où la ville s'était opposée résolument à lui au cours des années précédentes, il est excessif d'affirmer qu'il aurait abaissé partout les pouvoirs municipaux ; de même la mention de la création d'une charge de maître aulneur et visiteur des toiles à Nantes ne permet pas de conclure, faute d'étude d'ensemble, à une multiplication des offices en Bretagne après 1598, alors que c'est, semble-t-il, l'inverse qui s'est produit ; considérer l'annulation de certains arrêts des cours souveraines bretonnes – Parlement, Chambre des comptes – comme l'expression

d'une volonté de soumission systématique et comme un élément d'une politique de « mainmise du pouvoir royal, insidieuse et planifiée » (p. 396) est sans doute quelque peu réducteur. Il aurait fallu à ce stade étudier avec plus de nuance la politique de réconciliation menée par le roi après 1598, remettre en perspective les relations entretenues par les grands officiers avec la monarchie et surtout faire davantage de comparaisons avec les autres provinces, pour voir si l'attitude du roi à l'égard de la Bretagne a été vraiment singulière.

Malgré ces critiques, l'ouvrage est d'une lecture utile par les analyses qu'il présente et par les pistes de recherche qu'il esquisse, que ce soit sur les attitudes de la noblesse pendant les guerres, la signification des révoltes paysannes au cours des années 1590, le rôle des États provinciaux (les guerres de la Ligue constitueraient une période importante dans le processus d'affirmation de leur autonomie), les conditions de la reconstruction de la province après 1598... Il est donc une invitation à poursuivre les recherches.

Dominique LE PAGE

Dominique LE PAGE, Hélène ROUSTEAU-CHAMBON et Guy SAUPIN (dir.), textes réunis par Alain GALLICÉ et Dominique LE PAGE, *Gérard Mellier, maire de Nantes et subdélégué de l'intendant de Bretagne (1709-1729) : l'entrée de Nantes dans la modernité*, numéro hors-série du *Bulletin de la société archéologique et historique de Nantes et de la Loire-Atlantique*, 2010.

Sous la direction scientifique de Dominique Le Page, d'Hélène Rousteau-Chambon et de Guy Saupin, universitaires, sociétés savantes et collectivités locales se sont unis pour ce colloque organisé par Jean-François Caraës, Alain Gallicé et Bernard Michon autour d'un homme considéré depuis Dugast-Matifeux comme un des grands maires de Nantes. Une quinzaine d'articles ont plus précisément pour sujet Mellier et sa ville, Nantes, à un moment clé de son histoire. Guy Saupin en résume la problématique dans un article introductif dont le sous-titre de l'ouvrage donne le sens – « l'entrée de Nantes dans la modernité » – qu'il décline sous trois rubriques : la transformation du système politique ; la redéfinition des fonctions de la ville à l'échelle régionale et nationale ; la politique urbanistique.

Si la chronologie de sa vie publique est connue, et détaillée en fin de volume (p. 449-454), le personnage lui-même l'est à coup sûr moins. La contribution de Jean-François Caraës en décrit les traces matérielles et projette une lumière crue sur la dispersion conflictuelle des sources, résultat à la fois de la coexistence dans le même personnage de charges de maire, de subdélégué, de trésorier de France, relevant d'administrations différentes, et de l'histoire des fonds d'archives. L'homme est plus précisément étudié par Dominique Le Page – « portrait d'un ambitieux ou Mellier avant Mellier » (le nom de son oncle repris en 1669 par son père), qui s'est intéressé aux débuts publics de ce Lyonnais né en 1674, dont la formation et les